

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/LLDC/M/7

3 juillet 1997

(97-2783)

---

## Sous-Comité des pays les moins avancés Réunion préparatoire à la Réunion de haut niveau

### NOTE SUR LA REUNION DU 26 JUIN 1997

Présidente: Mme l'Ambassadeur Evelien L. Herfkens (Pays-Bas)

1. La Présidente a expliqué que la réunion n'était pas la réunion conjointe de l'OMC et de la CNUCED qui avait été annoncée dans l'aérogramme WTO/AIR/620, mais une réunion du Sous-Comité des pays les moins avancés de l'OMC. L'ordre du jour restait néanmoins le même: préparer la Réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés prévue pour les 27 et 28 octobre 1997.
2. Elle a dit qu'il n'avait pas été possible de tenir la réunion conjointe parce que des problèmes étaient apparus la semaine précédente à propos des invitations, qui avaient été envoyées séparément par l'OMC et par la CNUCED. L'invitation de la CNUCED avait été adressée à des ONG, ayant le statut d'observateur à la CNUCED, qui n'avaient pas été agréées par certains Membres de l'OMC. L'invitation de l'OMC avait été envoyée à des gouvernements ayant le statut d'observateur de l'OMC parmi lesquels figurait le gouvernement du Taipei chinois, ce qui avait posé un problème à certains membres de la CNUCED. Aucune solution n'avait été trouvée dans le bref laps de temps restant. La seule façon d'avancer avait été d'organiser une réunion du Sous-Comité de l'OMC afin que des décisions puissent être prises en vue de donner des indications aux secrétariats des six organisations intergouvernementales les plus étroitement associées à la préparation de la Réunion de haut niveau. Toute décision relative à la Réunion prise par le Sous-Comité devrait être confirmée par une décision de l'organe intergouvernemental compétent de la CNUCED.
3. La Présidente a dit que, compte tenu de ces problèmes d'organisation, quelques délégations avaient suggéré que la conduite de ce processus soit confiée à l'OMC tandis que d'autres avaient préféré ne pas abandonner l'idée que la Réunion de haut niveau était une initiative organisée conjointement.
4. Abordant la question des dispositions à prendre en vue de la Réunion de haut niveau, elle a attiré l'attention sur un document provisoire (ci-joint) distribué lors de la réunion du 25 juin et contenant les "Procédures et structure proposées" pour la Réunion de haut niveau, document faisant état des résultats des consultations informelles qui s'étaient tenues avec la CNUCED au Palais des Nations. Elle estimait que tous les intéressés étaient d'accord pour éviter les discours en plénière et se concentrer plutôt sur des tables rondes et des séances formelles structurées. La première séance formelle offrirait aux délégations l'occasion d'annoncer des améliorations autonomes de l'accès aux marchés pour les pays les moins avancés. La réunion se poursuivrait ensuite selon deux axes parallèles: l'un consisterait en tables rondes par pays et l'autre en tables rondes thématiques. Seules une table ronde par pays et une table ronde thématique auraient lieu en même temps, afin de permettre aux délégations de suivre toutes les activités de la Réunion de haut niveau; il n'y aurait jamais plus de deux activités menées parallèlement.
5. Les tables rondes par pays traiteraient des besoins d'assistance technique liée au commerce identifiés par divers PMA, et de la capacité des six principales organisations intergouvernementales concernées d'y répondre dans un cadre intégré. Chaque PMA faisant l'objet d'une table ronde par pays serait invité à en choisir le président. La Présidente a proposé que les organisations

intergouvernementales associées à la préparation de la Réunion de haut niveau suivent les critères suivants pour sélectionner les pays les moins avancés qui feraient l'objet d'une table ronde par pays.

- i) L'engagement du PMA par rapport à l'objectif du processus, à savoir accroître ses possibilités commerciales et améliorer sa participation au système commercial multilatéral, doit être patent.
- ii) Le PMA doit montrer qu'il s'"approprie" le processus. Chaque PMA serait appelé à engager les ressources nécessaires pour faire une évaluation exhaustive de ses besoins d'assistance technique liée au commerce (avec l'aide des organisations intergouvernementales concernées, si nécessaire), et pour s'assurer qu'il tire le maximum de profit de l'assistance technique fournie dans le contexte du cadre intégré.
- iii) Les PMA choisis doivent constituer un échantillon représentatif.

6. Ensuite, pour ce qui est des PMA ne faisant pas l'objet d'une table ronde par pays lors de la Réunion de haut niveau, la Présidente a souligné la volonté des organisations intergouvernementales concernées de répondre en temps voulu aux besoins particuliers de tous les PMA moyennant l'application du cadre intégré. Les organisations prévoiraient des tables rondes individuelles pour tous les PMA souhaitant bénéficier de l'approche intégrée.

7. Les tables rondes thématiques offriraient la possibilité de mener un débat plus approfondi sur les problèmes qui empêchent les PMA de devenir des nations viables sur le plan commercial, autres que les problèmes d'accès aux marchés et d'assistance technique examinés par ailleurs à la Réunion. Elles offriraient également aux ministres des PMA ne faisant pas l'objet d'une table ronde par pays une occasion de participer plus activement au processus. Les tables rondes thématiques mettraient en relief le rôle joué par toutes les organisations intergouvernementales concernées, dont les institutions de Bretton Woods. Il n'y avait pas encore de consensus quant aux thèmes à aborder, mais il était évident que les délégations tenaient à ce qu'ils soient liés au commerce, orientés vers l'action et pertinents pour tous les PMA. Il faudrait concrétiser les débats par des recommandations à l'intention de l'organe directeur de l'organisation intergouvernementale concernée par le sujet examiné, et celles-ci devraient être adoptées à la fin de la Réunion. Le thème de la "capacité d'offre" bénéficiait d'un large soutien, mais il fallait mieux le circonscrire en poursuivant les consultations entre les délégations et les organisations intergouvernementales concernées.

8. En ce qui concerne la participation du secteur privé à la Réunion, la Présidente a dit que, selon un avis largement répandu parmi les délégations, la participation des milieux d'affaires devrait être fortement encouragée. A cet égard, elle a attiré l'attention sur une proposition du CCI selon laquelle un certain nombre d'hommes d'affaires éminents devraient être invités, en qualité de conseillers techniques, à participer à titre personnel à la Réunion et à y exposer les vues du secteur privé. Ce devrait être des personnalités connues des milieux d'affaires internationaux, ayant d'excellentes compétences en matière de communication et une hauteur de vues dépassant leurs propres industries et pays d'origine. Ils seraient invités à intervenir dans les divers modules, autres que les séances officielles, envisagés pour la Réunion.

9. Vu les circonstances de l'actuelle réunion, il était clair qu'il n'y avait pas de consensus sur la participation des gouvernements à la Réunion de haut niveau. La Présidente considérait qu'il y avait accord quant à la participation de tous les membres de chacune des six organisations intergouvernementales les plus étroitement associées à la préparation de la Réunion. Qui plus est, elle estimait qu'il devrait être possible de convenir que toute organisation intergouvernementale ayant le statut d'observateur auprès de n'importe laquelle de ces organisations pourrait assister comme observateur à la Réunion.

10. Elle a proposé que des ONG soient invitées à assister aux séances officielles de la Réunion (sans pouvoir prendre la parole), et qu'on emploie à cet effet le processus de sélection utilisé lors de la Conférence ministérielle de Singapour de l'OMC, formule à laquelle les institutions de Bretton Woods avaient également recours. Il était par ailleurs proposé d'organiser un colloque d'ONG en septembre afin de permettre à ces organisations de contribuer à la Réunion de haut niveau. Il importait à cet égard de mobiliser des ONG de PMA.

11. Pour ce qui est du budget prévu pour la Réunion (document LDC/HL/PM/2), elle a souligné que l'argent ne proviendrait pas du budget ordinaire de l'OMC mais d'un Fonds d'affectation spéciale créé expressément à cet effet. Les délégations étaient invitées à verser une contribution à ce Fonds. La Suède avait déjà versé une contribution, et la Norvège et les Pays-Bas avaient offert d'aider à financer l'assistance technique liée à la préparation de la Réunion sur leurs actuels Fonds d'affectation spéciale de l'OMC.

12. La Présidente a noté qu'une version provisoire de plusieurs documents d'information venant des secrétariats avait été distribuée. Les délégations étaient invitées à adresser leurs observations sur ces documents directement aux secrétariats concernés. A son avis, le document le plus important était le projet de cadre intégré pour l'assistance technique (document provisoire LDC/HL/2), car il s'agissait là de la pièce centrale de la Réunion de haut niveau. Des consultations sur ce document seraient organisées au cours des prochains mois.

13. Le choix des présidents et des rapporteurs de la Réunion de haut niveau nécessiterait de nouvelles consultations. Il fallait les choisir soigneusement, étant donné qu'il leur incomberait de concrétiser les débats de la Réunion en recommandant des mesures concrètes.

14. La Présidente a invité les participants à commenter les propositions qu'elle avait faites.

15. Le représentant des Communautés européennes a regretté qu'il n'ait pas été possible d'organiser cette réunion en tant que réunion conjointe OMC/CNUCED. Vu les circonstances, prendre des décisions pendant la réunion risquait d'aggraver la situation. Dans la mesure où des Membres de l'OMC étaient aussi membres de la CNUCED, on pouvait définir des orientations claires, mais ce serait une erreur de dire à des membres d'autres organisations et à d'autres pays qui ne seraient pas présents que des questions avaient été tranchées en leur absence.

16. Sa délégation tenait à faire trois remarques. Premièrement, il était nécessaire de ne pas perdre de vue l'objectif de la Réunion de haut niveau et de faire quelque chose de nouveau pour améliorer la situation des pays les moins avancés. Il n'entendait pas minimiser la question de l'amélioration de l'accès des pays les moins avancés aux marchés, mais, dans l'esprit de sa délégation, l'objectif principal était d'améliorer la coordination de l'assistance technique fournie par les organisations intergouvernementales concernées, essentiellement la CNUCED, l'OMC et la Banque mondiale. Il fallait exhorter tous les intéressés à conjuguer leurs efforts pour atteindre cet objectif de la Réunion. Il fallait donc espérer qu'on pourrait tenir des réunions conjointes et éviter les problèmes. La délégation des CE n'était pas d'avis que le processus était uniquement l'affaire de l'OMC parce qu'il avait été lancé à Singapour; il était clair que les Ministres de l'OMC tenaient à ce que la Réunion de haut niveau soit une initiative coordonnée.

17. Deuxièmement, elle ne voyait aucun obstacle à ce que, outre tous les pays les moins avancés, les gouvernements de tous les Etats membres de chacune des organisations concernées soient invités à participer à la Réunion de haut niveau. La question de savoir s'il fallait inviter un gouvernement observateur auprès d'une seule de ces organisations devait être examinée dans l'optique de sa pertinence par rapport à l'objectif visé, qui était d'aider les pays les moins avancés; selon l'intervenant, cette question n'avait rien à voir avec l'objectif.

18. Troisièmement, les critères proposés, pour la sélection, par les organisations intergouvernementales concernées des PMA qui feraient l'objet de tables rondes par pays ne posaient aucun problème à sa délégation. Ces critères n'excluraient pas la possibilité de sélectionner un pays qui ne serait pas Membre de l'OMC. Sa délégation n'était pas d'avis que la Réunion de haut niveau était une opération de la seule OMC. Sa portée était plus vaste. Le plus important était d'obtenir la participation de pays vraiment motivés, qui avaient mené à bien l'évaluation de leurs besoins et qui formeraient un groupe représentatif des pays les moins avancés. Ces pays seraient de bons exemples pour d'autres PMA ayant pris du retard dans le processus. L'intervenant a prié instamment les autres délégations qui pourraient penser que cela posait problème d'y réfléchir. L'objectif était d'aboutir à un résultat satisfaisant pour les pays les moins avancés; il convenait d'éviter les problèmes de procédure.

19. Le représentant du Bangladesh a dit que la réunion de préparation venait au bon moment et souhaitait qu'il soit pris acte des remerciements de sa délégation aux organisateurs pour les efforts qu'ils avaient déployés, malgré les problèmes techniques que la Présidente avait mentionnés et que sa délégation espérait voir vite résolus. Une bonne partie de ce qu'il allait dire était le fruit de consultations internes entre pays les moins avancés, et également entre eux et d'autres pays.

20. L'intervenant a commencé par quelques remarques générales. Il devait être absolument clair que le but de la Réunion de haut niveau était d'aider les pays les moins avancés à devenir des entités commerciales viables. Ces pays souhaitaient que la Réunion débouche sur des résultats de fond, tangibles et ciblés. Le rapport de la Réunion devait proposer des objectifs réalistes. Pour qu'ils puissent être atteints, un engagement politique consensuel de toutes les parties était indispensable. Sans cela, la Réunion ne serait qu'un séminaire théorique ou une cérémonie de plus, ce qui n'était ni nécessaire ni souhaité.

21. On constatait actuellement un regain d'intérêt pour l'Afrique et pour les pays les moins avancés dont il devrait être possible de tirer parti. Les pays les moins avancés ne considéraient pas la Réunion de haut niveau comme une initiative isolée, ni simplement comme une occasion de mettre en route un ensemble de mesures intégrées pour aider à renforcer leur potentiel commercial. Ils la considéraient plutôt, ainsi qu'ils l'avaient dit dans un document récent de l'Organisation de l'unité africaine, comme s'inscrivant dans le cadre d'une nouvelle initiative internationale visant à accélérer l'intégration des pays les moins avancés dans le système commercial mondial par le biais d'activités interorganisations étroitement coordonnées, s'attaquant aux principaux obstacles liés à la capacité d'offre et à l'accès aux marchés.

22. Les pays les moins avancés estimaient que la participation à la Réunion, qui devait être autant que possible coorganisée par les principales organisations, devrait être aussi large que possible et se situer à un haut niveau et, en cela, ils étaient d'accord avec ce qui avait été dit par le représentant des Communautés européennes. L'esprit de solidarité manifesté par le G-77 et la Chine, groupe dont les pays les moins avancés faisaient partie, leur donnait du courage. Ils étaient encouragés par les informations faisant état de réponses favorables de la part des institutions de Bretton Woods. Ce qu'ils espéraient, c'était que toutes les institutions de Bretton Woods s'embarqueraient dans cette initiative avec enthousiasme. Leurs moyens pouvaient être extrêmement utiles au processus préparatoire, car le personnel et les ressources qu'elles affectaient à chacun des pays les moins avancés étaient beaucoup plus importants que ceux des principales organisations. Les pays les moins avancés étaient depuis longtemps leurs partenaires pour le développement, et ils avaient besoin de leur appui pour cette initiative cruciale.

23. D'autres institutions spécialisées possédant une expérience utile, telles que l'ONUDI, pouvaient être également associées au processus. Des ONG et des représentants du secteur privé venant des pays développés comme des pays en développement devraient être accueillis favorablement, y compris ceux

des pays les moins avancés eux-mêmes. Les ONG n'investissaient pas, mais elles pouvaient jouer et jouaient un rôle constructif dans la réalisation des objectifs des pays les moins avancés. C'était la perspective de profits qui aiguillonnait le secteur privé, mais on pouvait persuader les ONG de contribuer aujourd'hui au progrès dans les pays les moins avancés en prévision des retombées futures. En fait, rien n'empêchait d'ajouter un facteur moral à la motivation qui animait la main invisible du marché. Il restait encore à mettre au point la formule la plus efficace pour la participation des ONG, cependant une réunion d'ONG d'une journée avant la principale manifestation semblait une proposition judicieuse et acceptable. Néanmoins, c'est sur les Etats partenaires et non sur les ONG que les pays les moins avancés comptaient pour résoudre un grand nombre de leurs problèmes.

24. La formule proposée comprenant des séances plénières d'ouverture et de clôture et des tables rondes informelles, par pays et thématiques, menées en parallèle, était acceptable. La Réunion de haut niveau devrait produire un document qui devrait être bref et pragmatique, et non seulement contenir un résumé des conclusions, mais aussi une énumération claire des étapes futures ou des mesures intégrées en faveur des pays les moins avancés. Il importait de définir le lien entre les tables rondes par pays et les tables rondes thématiques et, surtout, entre ces tables rondes, et le résultat de la Réunion de haut niveau. Il était prévu que ceux qui présideraient les séances respectives seraient à même de concrétiser les débats en exposant des idées ou en tirant des conclusions que la Réunion de haut niveau adopterait à titre de recommandations. Pour ce qui est de savoir qui devrait présider les tables rondes, il valait peut-être mieux laisser les différents pays concernés prendre la décision. Il ne fallait pas oublier en outre que la plupart des délégations de pays les moins avancés seraient peu nombreuses et auraient donc beaucoup de peine à suivre plus de deux réunions simultanées.

25. La présentation de pratiques modèles était une idée novatrice. L'évaluation des besoins, bien que conduite avec l'aide de consultants extérieurs, devrait être guidée par le pays, qui devait la faire sienne. Les pays les moins avancés qui tenaient à être inclus dans les tables rondes devraient y être autorisés et bénéficier d'un appui à cette fin, à condition évidemment que certains critères soient respectés. Certes, ce qui était bon pour un pays ne l'était pas nécessairement pour un autre, mais en ce qui concerne les mesures à appliquer, il faudrait veiller à ce que tous les PMA, qu'ils soient représentés ou non aux tables rondes par pays, retirent un profit concret de l'opération d'une manière ou d'une autre. Dans la mesure du possible, il fallait faire en sorte que des extrapolations ou les résultats soient généralement applicables. Pour dire les choses simplement, il fallait que chaque PMA ait intérêt à participer.

26. Pour ce qui est de l'ordre du jour, les pays les moins avancés étaient prêts à s'adapter par souci de pragmatisme. Ils souhaitaient tous une réunion ciblée, qui ne soit pas une simple répétition des précédentes conférences consacrées à leur situation. Cependant, il ne fallait pas trop circonscrire l'objectif, au point de rater les occasions que pourrait offrir une participation de haut niveau. Les pays les moins avancés approuvaient généralement l'orientation développement-commerce, reconnaissant qu'il existait un minimum d'interdépendance, comme l'indiquait le titre de la réunion elle-même, entre commerce et développement. Autrement dit, il faudrait que soit accepté le postulat qu'un certain niveau de développement est une condition *sine qua non* pour que les échanges commerciaux soient significatifs et profitables.

27. L'ordre du jour provisoire comprenait trois principaux éléments: accès aux marchés, assistance technique en vue du renforcement des capacités humaines et institutionnelles, et autres mesures spécifiques, dont des initiatives pour augmenter la capacité d'offre des pays les moins avancés. Les pays les moins avancés approuvaient cet ordre du jour. Il n'était cependant pas fait spécifiquement mention d'un appui en vue du développement des infrastructures, qui était si étroitement lié au commerce et très certainement lié à tout renforcement des flux d'investissement étranger direct dans les pays les moins avancés. Il faudrait mettre à profit les débats thématiques pour traiter de cette question et d'un certain nombre d'autres sujets que les pays les moins avancés souhaitaient aborder. Il pourrait s'agir

entre autres des questions suivantes: renforcement des capacités humaines et institutionnelles, routes, chemins de fer, transports maritimes, télécommunications, systèmes d'information, zones industrielles, ports, entrepôts, santé, éducation, assainissement, investissement, diversification de la production agricole et manufacturière, produits de base, et autres. Cette liste pouvait paraître décourageante, mais ces points pourraient facilement être regroupés sous un nombre beaucoup plus réduit de thèmes, et les pays les moins avancés attendaient avec intérêt de nouvelles consultations sur ce sujet.

28. Le budget proposé ne posait aucun problème aux pays les moins avancés. Ils étaient satisfaits de bénéficier d'une assistance pour la préparation et la participation. Ils remerciaient la Suède, la Norvège et les Pays-Bas de leur générosité - qui n'était assurément pas une chose nouvelle - et ils espéraient que tous les autres pays en mesure de le faire suivraient le mouvement.

29. La documentation projetée était bien conçue, bien que l'on puisse craindre avec raison d'être submergé. Il pourrait être opportun d'envisager le regroupement de certains sujets et documents, par exemple HL/4 et HL/5, ce qui en outre aurait peut-être l'avantage de réduire un peu les coûts. Il faudrait enrichir la documentation en puisant dans les délibérations et les conclusions du récent Séminaire pilote sur les flux d'investissement étranger direct dans les pays les moins avancés. Il valait mieux éviter de dresser trop d'inventaires de projets ou programmes existants, car c'était sur l'avenir et non sur le passé que l'attention devait être concentrée.

30. Le plus important était que la Réunion de haut niveau offrait l'occasion de repenser la question. Se contenter de fournir une aide financière, tout en entravant l'exportation des produits pour lesquels les pays les moins avancés possédaient un avantage comparatif, revenait à reprendre d'une main ce que l'on donnait de l'autre. S'attendre à ce que le secteur privé investisse dans les pays les moins avancés sans développer leurs infrastructures matérielles et sociales de base relevait du cynisme le plus cru. Espérer une accélération de leur croissance et, dans le même temps, amputer l'APD, revenait à freiner toute avancée.

31. Si la Réunion de haut niveau ne s'en occupait pas, il faudrait s'attaquer dans un autre cadre à la question débilite de la dette. Ne pas le faire reviendrait à ignorer les causes premières des problèmes des pays les moins avancés, et donc à tenir un raisonnement totalement fallacieux. Les pays les moins avancés ne demandaient pas que leurs dettes soient passées par profits et pertes lors de la Réunion de haut niveau; ils demandaient que l'on comprenne que leur capacité de commercer était très amoindrie par ces dettes. Examiner les problèmes des pays les moins avancés sans y inclure la dette équivaldrait à mettre en scène Hamlet sans le Prince de Danemark.

32. Enfin, l'intervenant a rendu personnellement hommage à la Présidente, au Directeur général, Renato Ruggiero, au Secrétaire général, Rubens Ricupero et au Directeur exécutif, Denis Bélise, pour leurs initiatives dans le cadre de cette entreprise, dont il espérait qu'elle serait un grand tournant dans les annales des pays les moins avancés ainsi que dans l'histoire du développement. De simples efforts individuels pouvaient souvent imprimer un élan au progrès, s'ils éveillaient une plus large résonance.

33. Le représentant de la Tanzanie approuvait la déclaration de l'Ambassadeur du Bangladesh dont il a dit qu'elle était le fruit de consultations conjointes entre les pays les moins avancés. Il a remercié la Présidente d'avoir organisé cette réunion et d'avoir précisé pourquoi il n'avait pas été possible de tenir la réunion prévue. Sa délégation espérait que les problèmes sous-jacents pourraient être résolus lors de prochaines consultations. Il convenait avec les deux précédents intervenants de la nécessité d'être clair au sujet de l'objectif de la Réunion de haut niveau, qui était de permettre aux pays les moins avancés de devenir des nations viables au plan commercial. L'approche intégrée des institutions s'inscrivait dans ce cadre. L'expression "lié au commerce", qui apparaissait dans tous les documents, dont celui relatif à l'approche intégrée, était interprétée dans un sens large par certains PMA, pour leur permettre de devenir des nations viables au plan commercial. Sa délégation espérait que, du fait

de l'éventail d'organisations concernées, les pays les moins avancés pourraient soulever des questions dépassant le cadre de l'OMC et de ses accords. S'agissant d'examiner des initiatives qui pourraient aider les PMA de commercer, la Banque mondiale était souvent mentionnée comme étant l'institution compétente. C'était l'interprétation au sens large que le représentant du Bangladesh avait à l'esprit quand il avait évoqué les communications, l'infrastructure et ainsi de suite. Il n'était pas possible de parler d'améliorer la capacité d'exportation des pays les moins avancés sans s'attaquer aux obstacles auxquels ils se heurtaient. Les pays les moins avancés s'étaient déjà mis d'accord sur les sous-thèmes qu'ils souhaitaient traiter, mais, étant donné que les opinions pourraient diverger, l'intervenant tenait à savoir comment ces thèmes seraient arrêtés. Pour régler cette question, on pourrait organiser des consultations par petits groupes avec la participation du coordonnateur des pays les moins avancés et de quelques secrétariats.

34. Le représentant du Pakistan approuvait entièrement les observations de caractère général faites par les deux précédents intervenants et ne répéterait pas ce qu'ils avaient dit. Il tenait cependant à exprimer son profond regret au sujet de la nature de la réunion. Il était très fâché que la réunion ne soit pas une réunion préparatoire conjointe de l'OMC et de la CNUCED comme il avait été prévu. La participation de la CNUCED avait été demandée par les ministres à Singapour pour deux bonnes raisons. Premièrement, la CNUCED avait elle-même un programme en cours en faveur des pays les moins avancés. Deuxièmement, et ceci était plus important, la CNUCED possédait des connaissances spécialisées inestimables dans le domaine du commerce et du développement. La participation de la CNUCED à l'organisation de la Réunion était donc essentielle et l'intervenant ne pensait pas que la nouvelle de son absence serait bien accueillie par les ministres. Elle avait en outre une incidence sur la capacité de la Réunion de haut niveau d'atteindre son objectif, qui consistait toujours en une approche intégrée de l'aide aux pays les moins avancés. Sa délégation encourageait fortement la Présidente à faire en sorte que la CNUCED puisse participer à toutes les phases de l'organisation de la Réunion de haut niveau.

35. Le représentant de la Zambie a dit, comme le représentant des Communautés européennes, que sa délégation aurait elle aussi préféré que la CNUCED soit présente et que, du fait de son absence, il pourrait être difficile de prendre des décisions pendant l'actuelle réunion. Il était très satisfait des progrès accomplis dans la préparation de la Réunion de haut niveau. Cependant, après avoir écouté les intervenants précédents, il ne doutait pas que de nombreuses questions en suspens seraient mises sur le tapis pour être de nouveau débattues et clarifiées. La complexité des problèmes qui seraient abordés pendant la Réunion de haut niveau, notamment ceux de l'accès aux marchés et de l'amélioration de la capacité d'offre des pays les moins avancés, était la principale raison d'être du processus consultatif. Au paragraphe 5 de la Déclaration ministérielle de Singapour, les ministres s'étaient déclarés préoccupés par le risque de marginalisation de certains PMA dans le processus de libéralisation et de mondialisation, et l'intervenant a préconisé une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques internationales et une amélioration de la coordination entre l'OMC et les autres institutions pour ce qui est de l'assistance technique. La Réunion de haut niveau devrait donc être placée dans le contexte du Plan d'action en faveur des pays les moins avancés, conçu pour atténuer le déclin économique des pays les moins avancés par des mesures telles que l'octroi de l'accès en franchise sur une base autonome, dans le but d'améliorer leur capacité globale d'exploiter les possibilités offertes par le système commercial. La Réunion de haut niveau devrait donc chercher entre autres à actualiser les buts du Plan d'action en faveur des pays les moins avancés, c'est-à-dire aider ces pays à élargir et à diversifier leurs exportations, avec notamment la création d'un environnement propice à l'investissement. La prise en considération du processus de mondialisation et la nécessité pour les pays les moins avancés de s'y adapter et de ne pas s'y opposer devraient être au centre des résultats de la Réunion de haut niveau. En conséquence, l'association d'une assistance technique et d'initiatives autonomes en matière d'accès aux marchés devrait essentiellement permettre l'adaptation et l'intégration de ces pays au système commercial mondial. Pendant les premiers stades des préparatifs, on avait jugé rationnel de laisser les pays bénéficiaires prendre l'initiative d'évaluer leurs besoins d'assistance technique liée au commerce.

Cependant, on avait vite constaté que certains de ces pays n'avaient pas la capacité institutionnelle nécessaire pour mener à bien ces évaluations. L'aide apportée par les diverses institutions coopérantes à la préparation des différentes évaluations avant octobre était donc une bonne nouvelle. Les résultats de ces travaux préparatoires seraient déterminants pour la qualité des tables rondes.

36. Le Plan d'action de l'OMC en faveur des pays les moins avancés était à l'origine de la Réunion de haut niveau, ce qui signifiait que les résultats ou le train de mesures émanant de la Réunion devraient être applicables à autant de PMA que possible, en particulier à ceux qui s'étaient montrés capables de prendre l'initiative. La non-participation de tel ou tel PMA devrait donc être limitée aux cas où le pays n'est pas en mesure d'absorber l'assistance technique liée au commerce ou d'exploiter les mesures autonomes envisagées en matière d'accès aux marchés, et non résulter d'un processus d'exclusion déterminé à l'avance. Selon la logique de cette approche, la marginalisation des pays les moins avancés dans le cadre de l'économie mondiale était intrinsèquement liée à leur situation économique au moment où ils s'efforçaient de répondre aux impératifs dynamiques de la mondialisation, et l'ensemble des résultats attendus devrait donc mettre un terme au déclin de ces pays en termes généraux; si un système à deux voies était adopté, les PMA qui étaient exclus continueraient à régresser. L'actuel programme d'assistance technique intégré CCI/OMC/CNUCED en faveur de l'Afrique était un bon exemple: il était déjà dans sa deuxième année et il n'y avait aucun signe de la deuxième phase, qui devait inclure de nouveaux pays. Il importait donc de noter que quatre PMA africains faisaient déjà partie de ce programme, et avaient des chances de faire l'objet de tables rondes en octobre. L'intervenant pensait qu'il fallait rechercher un certain équilibre en ce qui concerne les pays qui n'étaient pas inclus dans ce programme.

37. Le représentant de la Suisse a remercié la Présidente d'avoir organisé la réunion. Sa délégation jugeait extrêmement utile, à quelques mois de la Réunion de haut niveau, de savoir où en était son organisation, en particulier sur les questions de principe. Elle pensait que la réunion préparatoire n'était pas une réunion d'examen de questions de fond. Les documents d'information étaient actuellement examinés par les autorités des différents pays et elle préférait attendre que cette analyse soit terminée pour se prononcer à leur sujet. Cependant, les travaux préparatoires devraient être rapidement mis en chantier car octobre approchait. De l'avis de sa délégation, la présente réunion n'était qu'une réunion d'organisation.

38. Quant au principe de l'organisation conjointe, plusieurs intervenants avaient déploré que la réunion se tienne uniquement sous l'égide de l'OMC et plus sous celle de la CNUCED. Cette situation était regrettable, mais il n'y avait pas lieu de trop dramatiser. Les travaux de la réunion d'organisation n'étaient pas décisifs ou définitifs, et la CNUCED n'était pas exclue. Il fallait clarifier cette situation en raison de certains problèmes inattendus qui étaient survenus; cette réunion devrait servir à indiquer le chemin à suivre pour éviter que des problèmes analogues ne se posent en octobre.

39. La Réunion de haut niveau était fondée sur la Déclaration ministérielle de Singapour, selon laquelle les ministres, toujours préoccupés par les problèmes des pays les moins avancés, étaient convenus d'"organiser une réunion avec la CNUCED et le Centre du commerce international". Cette décision n'engageait que l'OMC, qui était la seule organisation relevant des ministres réunis à Singapour. Les ministres avaient également bien précisé que la réunion devrait être organisée avec la CNUCED et le CCI, et l'intervenant estimait que la participation du CCI était de la plus haute importance. Ainsi que l'avait dit le représentant de la Tanzanie, les obstacles qui freinaient le développement du commerce des pays les moins avancés n'étaient pas seulement d'ordre juridique, et c'est pourquoi la participation du CCI était déterminante. Sa délégation était d'avis que le CCI devrait être considéré comme l'un des principaux protagonistes et que son rôle devrait être mis en avant. S'il faisait porter la responsabilité à l'OMC ce n'était pas pour exclure les autres, ce qui n'était pas l'intention des ministres. Cependant, si la Réunion de haut niveau échouait, ce serait un échec de l'OMC, qui n'aurait pas su mener à terme l'initiative lancée par les ministres à Singapour.



40. Les délégations ne devraient pas se laisser distraire par des expressions comme "responsabilité conjointe", "organisation conjointe", etc., car celles-ci pouvaient être interprétées de multiples façons. Selon l'intervenant, la Décision de Singapour ne voulait pas dire que les trois organisations devaient toutes s'asseoir sur le siège avant d'une voiture et tenir le volant en même temps. C'était le meilleur moyen d'aller dans le mur. Ce qui était souhaité, c'était la pleine participation des trois organisations qui devaient suivre le même chemin afin d'arriver au même but ou, en d'autres termes, une entreprise commune placée sous la conduite de l'un des associés. L'OMC devrait se sentir responsable de cette initiative dans la mesure où quelqu'un devait jouer le rôle de chef de file, mais avec la pleine participation des autres organisations. Les organisations n'avaient pas la même structure juridique et, à son avis, le choix d'un cadre juridique unique, celui de l'OMC, résoudrait les problèmes qui actuellement ne causaient qu'une inquiétude modérée mais qui pourraient devenir épineux d'ici octobre. Il fallait créer une coentreprise sous la conduite de l'OMC, et la Réunion de haut niveau serait donc organisée avec pour référence le cadre dans lequel l'OMC exerçait ses activités. L'OMC avait le vent en poupe sur le plan politique et il fallait en profiter pour avancer, en s'assurant de la pleine participation de la CNUCED. Le fait que l'OMC soit l'organisation chef de file ne préjugerait en aucune façon des résultats de la Réunion de haut niveau. La place de l'OMC dans le cadre intégré serait celle que la Réunion de haut niveau déterminerait, quelle qu'elle soit. Elle n'aurait rien à voir avec la responsabilité politique de la Réunion de haut niveau.

41. L'intervenant approuvait entièrement les objectifs de la Réunion de haut niveau qui avaient été exposés par les précédents intervenants et dans la Décision ministérielle de Singapour. Nul ne pouvait ne pas souhaiter que les pays les moins avancés deviennent des nations viables au plan économique. Le principal point de l'ordre du jour, pour sa délégation, était le cadre intégré pour l'assistance technique. Il devrait être possible de convenir de l'ordre du jour, mais il pourrait être opportun d'organiser des consultations pour mettre au point les détails des tables rondes thématiques. Les institutions de Bretton Woods pourraient sans aucun doute prêter leur assistance pour définir les thèmes plus méthodiquement. L'aspect primordial de la Réunion de haut niveau était les tables rondes par pays, mais les tables rondes thématiques pouvaient aussi jouer un rôle utile. En ce qui concerne la sélection des gouvernements participant aux tables rondes ou aux séances plénières, tous les pays les moins avancés, qu'ils soient Membres de l'OMC ou non, devraient être admis. Cela était bien précisé dans le Mandat ministériel de Singapour. Dans la mesure où le CCI et la CNUCED étaient concernées, il n'était pas possible d'empêcher aucun des gouvernements de leurs pays membres de participer. La délégation suisse appuyait la participation du secteur privé à la Réunion de haut niveau.

42. L'intervenant a dit que la Réunion de haut niveau devrait déboucher sur quelque chose de très différent des résultats des multiples conférences organisées précédemment sur des sujets concernant les pays les moins avancés. Un grand nombre de ces conférences, comme la Réunion de Paris, avaient été très utiles mais il fallait maintenant agir. Le principal souci des participants de l'OMC était d'obtenir des résultats opérationnels. Sa délégation pensait qu'il fallait parvenir à des décisions et à des recommandations claires. Il fallait convenir d'une phase de mise en oeuvre qui devait être obligatoire pour les organisations comme pour les pays les moins avancés concernés. Il fallait aussi prendre des dispositions permettant aux délégations de suivre la mise en oeuvre des décisions prises et prévoyant un calendrier précis. La Réunion de haut niveau ne devait pas être une fois de plus une réunion purement théorique, dont les recommandations resteraient lettre morte; elle devait déboucher sur un résultat concret.

43. Il fallait organiser une série de consultations sur les thèmes des tables rondes. Il était clair qu'avant octobre, le programme devait être précisé et peut-être étoffé, mais l'intervenant ne pensait pas que les tables rondes thématiques seraient la partie la plus enrichissante de la Réunion de haut niveau. Les consultations devaient être engagées immédiatement car il n'y avait pas de temps à perdre d'ici octobre. Quant au financement, sa délégation félicitait ceux qui avaient déjà contracté des engagements.

Il ne faisait aucun doute que beaucoup de délégations, une fois qu'elles commenceraient à avoir une idée plus précise de la forme que prendrait la Réunion de haut niveau, seraient disposées à contribuer à son financement. Le budget qui devait être approuvé était un bon budget. Cependant, l'intervenant n'était pas convaincu qu'il ne serait pas possible de financer une part importante de la Réunion sur le budget de l'OMC, étant donné qu'elle était fondée sur une Décision ministérielle.

44. Le représentant de la Norvège a dit qu'il ferait plus tard des observations sur les projets de documents reçus. Sa délégation était d'avis que la participation des gouvernements devrait être aussi large que possible. Une solution possible à ce problème pourrait consister à accorder le statut d'observateur à certains pays afin qu'ils puissent être présents. C'était une bonne idée d'avoir un colloque d'ONG quelques semaines avant la Réunion de haut niveau. Il faudrait veiller à ce que les ONG participantes s'occupent à la fois de développement et de commerce international; les critères appliqués pour leur sélection devraient être liés au fait qu'elles oeuvrent dans l'intérêt des pays les moins avancés. L'intervenant a demandé qui organiserait le colloque d'ONG. Les invitations émaneraient-elles de l'OMC, et comment serait partagée la responsabilité? Sa délégation était satisfaite des propositions actuelles concernant l'ordre du jour et la structure de la Réunion de haut niveau. Il était heureux d'apprendre qu'il n'y aurait pas plus de deux réunions en même temps. Il ne fallait pas perdre de vue que la Réunion de haut niveau ne devait durer que deux jours. Sa délégation espérait que, lorsque viendrait le moment de prendre des mesures autonomes d'amélioration de l'accès aux marchés, il serait possible de signaler les problèmes liés à cet accès, comme ceux des règles d'origine et du cumul. Elle était favorable aux tables rondes par pays et avait préconisé auparavant que la sélection de pays soit représentative, et était donc satisfaite d'apprendre que la sélection serait aussi représentative que possible des problèmes rencontrés par les PMA. Elle n'avait jamais souhaité que la représentation se fasse sur des bases géographiques, c'était les problèmes qui étaient importants. Elle confirmait son intention de participer au cofinancement de la Réunion de haut niveau.

45. Le représentant du Brésil approuvait les efforts déployés inlassablement par la Présidente pour remplir le mandat confié par les ministres à Singapour. Il a souligné que ce mandat stipulait que la Réunion de haut niveau devrait être organisée avec la CNUCED et le CCI, ainsi qu'avec la participation des organismes d'aide, des institutions de Bretton Woods et des pays les moins avancés. Sa délégation était d'avis que la préparation devrait être menée conjointement avec la CNUCED et le CCI, et espérait sincèrement qu'un consensus pourrait se dégager de manière à ce que tous les intéressés, en particulier la CNUCED, puissent participer pleinement à tous les stades de la préparation, et pas simplement en observateurs. Il était persuadé que, grâce aux consultations de la Présidente, les principales organisations pourraient participer au processus, l'objectif à ne pas perdre de vue étant de favoriser une approche intégrée en vue d'aider les pays les moins avancés à améliorer leurs possibilités commerciales.

46. La représentante du Canada a remercié la Présidente pour tous les efforts consacrés aux travaux préparatoires de la Réunion. Son gouvernement attachait une grande importance au succès de la Réunion et son adhésion à l'initiative était bien connue. Elle regrettait qu'un problème se soit posé pour l'organisation de la réunion préparatoire, mais, à l'instar du représentant de la Suisse, elle était d'avis de ne pas dramatiser. Il ne s'agissait que d'une réunion préparatoire. Les consultations que la Présidente prévoyait d'organiser devraient permettre de régler les problèmes d'organisation.

47. Il était important que la Réunion de haut niveau débouche sur des résultats précis, en particulier dans le domaine du cadre intégré pour l'assistance technique. Ce domaine avait toujours été celui dans lequel, aux yeux de sa délégation, l'OMC pouvait exercer ses compétences techniques au titre du mandat confié par les ministres à Singapour. Grâce aux tables rondes par pays, les délégations pouvaient avoir une idée plus précise de la manière de définir le cadre intégré, et elle a donc proposé que les résultats de ces tables rondes soient placés avant le cadre intégré dans l'ordre du jour provisoire pour octobre. Sa délégation était d'accord avec d'autres qui avaient dit que les activités de suivi étaient importantes, et elle estimait que ce point aussi devait être pris en considération dans l'ordre du jour provisoire.

En ce qui concerne le budget, elle estimait qu'il pouvait être important pour certaines délégations de savoir quels pays seraient sélectionnés pour les tables rondes par pays avant de pouvoir décider si un financement pouvait être fourni ou non. Dans le cas du Canada, la question serait traitée par l'Agence de développement. Elle a noté que le budget avait été calculé d'après les taux habituels des Nations Unies pour les consultants et les frais de voyage et les indemnités de subsistance, et que des taux beaucoup plus bas étaient appliqués au Canada.

48. Le représentant des Etats-Unis regrettait que des circonstances particulières aient empêché cette réunion de se dérouler comme prévu, mais il convenait avec d'autres intervenants qu'il ne fallait pas s'en inquiéter outre mesure. Sa délégation pensait elle aussi que la Réunion de haut niveau devait déboucher sur des résultats précis. La Déclaration ministérielle de Singapour et le plan de travail adopté par le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED l'année dernière indiquaient clairement l'orientation de la Réunion de haut niveau. Il s'est félicité du fait qu'elle comprenait une composante d'accès aux marchés, mais l'accent devrait être mis sur le cadre intégré pour la coopération technique, qui était le point sur lequel les résultats les plus importants pouvaient être obtenus. Sa délégation avait hésité à appuyer l'idée de tables rondes thématiques, organisées en même temps que les tables rondes par pays, car elle avait estimé qu'il serait plus intéressant d'étudier toutes les questions thématiques dans le contexte d'examens par pays. Cependant, au cours de consultations avec des PMA, il avait compris que beaucoup d'entre eux avaient le sentiment d'être exclus du processus. Sa délégation était donc disposée à se ranger à l'idée de tables rondes thématiques, étant entendu qu'il n'y aurait pas plus de deux activités en même temps. Il fallait encore fournir un certain travail pour s'entendre sur des thèmes intéressants pouvant contribuer à obtenir un résultat à la fin de la Réunion de haut niveau, les tables rondes par pays étant prises en considération.

49. En ce qui concerne la sélection des pays pour les tables rondes, sa délégation avait indiqué sa préférence pour des pays Membres de l'OMC. Elle était toujours de cet avis, mais était disposée à attendre l'évaluation menée par les divers participants qui seraient chargés de traiter cette question, et à examiner les critères sur la base desquels ils formuleraient leurs propositions, avant de se prononcer sur la sélection d'un pays particulier. Pour ce qui est des ONG, sa délégation appuyait pleinement le processus de sélection présenté par la Présidente. Non seulement il était logique, mais il avait également un avantage pratique étant donné que chaque Membre avait des ONG, et qu'en l'absence de sélection, des ONG dont certains Membres ne souhaiteraient pas la présence pourraient venir. Sa délégation estimait que la Présidente devrait organiser des consultations afin que le Président de la Réunion de haut niveau soit choisi d'ici fin juillet.

50. Le représentant du Maroc a dit que sa délégation était attristée de ne pas voir la CNUCED occuper sa place dans cet effort commun. D'après le mandat défini à Singapour, la Réunion de haut niveau devrait être organisée conjointement avec la CNUCED afin de souligner l'aspect important que représente la coopération sur le cadre intégré. L'approche intégrée était quelque chose de nouveau, qui différenciait la Réunion de haut niveau d'autres activités organisées en faveur des pays les moins avancés. Il n'était pas possible d'y parvenir sans une participation active de la CNUCED. Sa délégation était convaincue que l'approche intégrée devrait permettre d'accorder à la CNUCED et au CCI un rôle approprié, et elle espérait que, grâce aux consultations que la Présidente organiserait, les problèmes techniques pourraient être résolus.

51. Sa délégation estimait que les problèmes spécifiques des pays les moins avancés, comme leur dette extérieure, devraient être l'un des paramètres pris en considération pour les débats de la Réunion de haut niveau. Il était impossible d'examiner des problèmes concernant des PMA sans rappeler les principales difficultés auxquelles ils se heurtaient, même si pour ces dernières, une solution ne pouvait pas être trouvée à la Réunion. Il fallait préciser le contenu des tables rondes thématiques pour que la Réunion puisse donner des résultats concrets, pratiques et réalistes. Il fallait encore préciser les thèmes contenus dans le document provisoire distribué à la présente réunion pour que des résultats

soient obtenus. Il restait encore beaucoup à faire pour parachever le projet de cadre intégré à temps pour la Réunion de haut niveau. En conclusion, l'intervenant a remercié les Membres de l'OMC qui avaient déjà annoncé des contributions pour aider à financer la Réunion, et a souscrit à l'opinion du représentant de la Suisse à propos de la nécessité d'utiliser le budget ordinaire de l'OMC, étant donné que la Réunion était fondée sur une Décision ministérielle.

52. Le représentant de l'Australie a remercié la Présidente pour les efforts qu'elle déployait pour assurer le succès de la Réunion de haut niveau. Sa délégation était résolument en faveur d'une assistance technique efficace qui serait fournie aux pays les moins avancés pour les aider à tirer parti d'une plus grande participation au système commercial multilatéral, dans une optique de développement durable. La Réunion de haut niveau serait importante du fait qu'elle coordonnerait une assistance technique visant à améliorer la capacité des pays les moins avancés de jouer un rôle actif dans le processus de libéralisation, notamment dans les futures négociations multilatérales relatives à la libéralisation des échanges commerciaux. Elle offrirait à la communauté internationale l'occasion de travailler avec les pays les moins avancés pour concevoir une stratégie comportant les moyens les plus efficaces d'assurer leur intégration dans le système commercial mondial, et pour éviter leur marginalisation en renforçant leur capacité technique liée au commerce.

53. Ayant conscience de ces objectifs importants, la délégation australienne souhaitait que la Réunion de haut niveau se déroule selon un ordre du jour qui permettrait de cerner les besoins concrets des pays les moins avancés et d'établir une stratégie claire et coordonnée, avec notamment un accord portant sur un cadre intégré pour l'assistance technique. Elle estimait que les tables rondes par pays concrétisaient un objectif essentiel, à savoir mettre l'accent sur une assistance pratique afin de répondre aux besoins que les pays les moins avancés identifieraient eux-mêmes. Un enjeu fondamental de la Réunion de haut niveau devrait être de créer un cadre durable qui pourrait être appliqué à tous les pays les moins avancés. Seuls quelques-uns seraient choisis pour les tables rondes par pays de la Réunion, mais tous devraient avoir la possibilité d'aller jusqu'au bout de ce processus et de mettre au point, en coopération avec des institutions intergouvernementales, un programme coordonné d'assistance technique liée au commerce visant à répondre à leurs besoins spécifiques.

54. Les tables rondes thématiques, qui offraient la possibilité d'examiner des questions plus générales intéressant tous les pays les moins avancés, étaient un complément utile aux tables rondes par pays. La meilleure compréhension des problèmes résultant des débats pourrait aider certains PMA à mieux préciser leurs besoins d'assistance technique liée au commerce et les donateurs à cibler leurs programmes. Les thèmes proposés semblaient porter sur quelques-unes des questions essentielles pour le développement des pays les moins avancés et pour la poursuite de leur intégration dans l'économie mondiale. La délégation australienne était d'avis que les deux tables rondes thématiques devraient également examiner les initiatives du secteur privé, étant donné que celles-ci constituaient une étape décisive vers le développement d'économies orientées vers le commerce, plus ouvertes, dans les pays les moins avancés. La séance proposée sur l'accès aux marchés, en accord avec le Plan d'action de Singapour qui comprenait l'amélioration de l'accès aux marchés, serait utile. La délégation de l'intervenant était favorable à l'idée de faire participer des représentants du secteur privé qui pourraient placer les débats sous un éclairage pratique et notamment faire connaître le point de vue de ce secteur sur les conditions essentielles de son développement. Dans cette optique, la proposition d'inviter six hommes d'affaires éminents à participer aux débats des tables rondes était intéressante. Il croyait comprendre que d'autres représentants du secteur privé seraient invités aux séances officielles en qualité d'observateurs (sans pouvoir prendre la parole). Pour ce qui est de la participation à la Réunion de haut niveau, sa délégation était favorable à la proposition d'y inviter les 48 pays les moins avancés ainsi que des gouvernements Membres des six organisations intergouvernementales associées à la préparation. Elle appuyait également la participation de représentants d'ONG. Le colloque d'ONG proposé semblait un moyen efficace de coordonner leur contribution. Pour ce qui est de la sélection des pays les moins avancés en vue des tables rondes par pays, les critères proposés étaient acceptables. Enfin, il importait de disposer

d'un temps de préparation suffisant avant la Réunion, pour faire en sorte qu'une analyse approfondie et le travail de coordination nécessaire puissent être menés à bien efficacement pour chacun des PMA sélectionnés pour participer aux tables rondes par pays.

55. Le représentant de Hong Kong a dit combien les délégations appréciaient l'énergie considérable dont avait fait preuve la Présidente dans la préparation de la Réunion de haut niveau. Le mandat ministériel de Singapour soulignait la nécessité de promouvoir une approche intégrée de l'aide aux pays les moins avancés. Certes, l'intégration devait être adoptée à chaque pays, mais la délégation de Hong Kong était heureuse qu'une place ait été faite à des débats thématiques, plus horizontaux. Ces débats pouvaient également faciliter une approche intégrée en créant des liens et en mettant en évidence les points communs de différentes situations entre lesquelles, sans cela, aucun rapprochement ne serait peut-être fait. Ces débats auraient un caractère plus abstrait et aideraient à élargir la participation à la Réunion de haut niveau et à diffuser plus largement ses résultats. Quant aux thèmes, la délégation de Hong Kong appuyait les propositions qui avaient été faites à titre non officiel. Elle pourrait être à même d'apporter, en puisant dans sa propre expérience, une très modeste contribution à un débat sur le renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans les secteurs privé et public et sur la mise en place d'infrastructures efficaces dans des secteurs tels que les transports, les télécommunications et l'énergie, ainsi qu'au débat sur l'investissement en général. Elle estimait elle aussi que la participation de représentants du secteur privé serait utile. Elle appuyait la structure proposée pour la Réunion.

56. Abordant la question de l'accès aux marchés, l'intervenant a noté que, dans la Déclaration ministérielle de Singapour, les Membres avaient été invités à prendre des mesures concrètes pour améliorer l'accès des pays les moins avancés aux marchés. Cela avait été généralement interprété dans le sens d'un accès préférentiel, ce qui était certainement ce que les ministres envisageaient. Bien que n'ayant pas d'objection contre de nouveaux accords préférentiels qui, dans certains cas, pourraient être la seule façon de procéder, sa délégation priait instamment les Membres d'examiner dans le détail les conséquences de telles mesures, y compris le risque de détournement des échanges. Si ces mesures avaient un effet préjudiciable sur des pays en développement à faible revenu par exemple, la situation ne manquerait pas d'ironie. Sa délégation préconisait que des mesures de libéralisation autonome des échanges, axées sur des secteurs présentant le plus d'intérêt pour des PMA, soient consenties sur une base NPF. C'était la seule façon de faire avancer le programme d'une manière entièrement compatible avec l'esprit de l'OMC et garantissant qu'il n'y ait ni distorsion ni détournement des échanges. La question de l'accès des pays les moins avancés aux marchés représentait pour l'OMC un défi direct et parfois assez gênant. Cette organisation, qui avait récemment mis en oeuvre la libéralisation des échanges de manière si efficace dans des secteurs présentant un intérêt pour des pays développés, pouvait-elle faire de même pour les pays les moins avancés? Ses Membres pouvaient-ils se sentir totalement à l'aise dans un monde où il y avait libre-échange pour les produits informatiques par exemple, mais où existaient des restrictions dans des secteurs importants présentant un intérêt actuel ou potentiel pour de nombreux PMA? Si l'OMC voulait être à la hauteur des idées qu'elle affichait, elle ne pouvait pas, de l'avis de la délégation de l'intervenant, se permettre d'éluder des questions comme celles-ci. Sa délégation ne considérait donc pas la composante accès aux marchés de la Réunion de haut niveau comme un exercice de pure forme.

57. Le représentant de l'Egypte a remercié la Présidente pour les efforts qu'elle déployait inlassablement dans la préparation de la Réunion de haut niveau, ainsi que les secrétariats pour leur coopération. La Réunion de haut niveau servirait également à mettre en lumière la coopération et la coordination interinstitutions. Sa délégation approuvait ceux qui avaient dit qu'il ne fallait pas trop dramatiser les problèmes survenus lors de l'organisation d'une réunion préparatoire conjointe. Elle était heureuse qu'il ne s'agisse pas de divergences entre les secrétariats mais plutôt entre des gouvernements membres, divergences que l'intervenant espérait voir rapidement surmontées. Il ne doutait pas que la Présidente serait à même de résoudre ces problèmes et promettait le soutien de sa

délégation. Il convenait de rassurer le représentant suisse: un échec n'était pas envisageable. La délégation égyptienne pensait elle aussi qu'il fallait que l'une des organisations intergouvernementales associées directement à la préparation de la Réunion de haut niveau soit désignée comme chef de file, et elle était favorable à ce que l'OMC continue à jouer ce rôle.

58. Forte de l'expérience acquise par l'Egypte avec le Programme intégré tripartite d'assistance technique pour l'Afrique, assez comparable au programme intégré en faveur des pays les moins avancés qui serait formulé à l'issue de la Réunion de haut niveau, sa délégation tenait à mentionner deux points importants pour le succès de l'approche intégrée. Il s'agissait d'abord de la coordination entre institutions: la division du travail, l'échange d'informations sur les activités, et la création de centres de liaison par les institutions associées à l'exécution du programme intégré étaient décisifs pour son succès. Le second point important concernait la question du suivi et des activités complémentaires. La délégation égyptienne estimait qu'il devrait être possible d'attribuer des responsabilités et de fixer des objectifs. Il faudrait faire une évaluation pour tous les PMA avant l'an 2000, année durant laquelle se tiendraient la troisième Conférence ministérielle de l'OMC et la Xe session de la CNUCED. Ce serait une bonne occasion d'évaluer toutes les évaluations des besoins ainsi que les progrès accomplis dans l'intégration des pays les moins avancés au système commercial international. Il était également nécessaire de fixer des dates et des échéances précises pour garantir aux PMA la continuité d'un processus dans le cadre duquel ils seraient tous pris en considération. Il fallait également examiner dans le contexte des activités complémentaires, la question des rapports aux gouvernements. Il ne devrait y avoir aucun chevauchement. Un avantage de la CNUCED par rapport à l'OMC était qu'elle comptait parmi ses Membres tous les pays les moins avancés, mais l'intervenant espérait que d'ici l'an 2000 ces pays seraient également Membres de l'OMC.

59. Sa délégation proposait d'ajouter deux documents à la liste de documents d'information pour la Réunion de haut niveau. L'un devrait être consacré à la question de la coordination interinstitutionnelle et l'autre au suivi, avec indication de dates limites et d'objectifs ainsi que de moyens spécifiques pour englober tous les pays les moins avancés. Dans le document sur la coordination interinstitutionnelle, il pourrait être également utile d'inclure des informations détaillées sur des programmes d'assistance technique actuellement exécutés par toutes ces institutions. L'OMC l'avait déjà fait dans un document demandé par le Comité du commerce et du développement. Un guide qui avait été fort utile aux administrations des pays intéressés avait été produit. Si cette documentation, regroupée en un seul document, était mise à la disposition de toutes les organisations, elle pourrait être utile à l'avenir aux pays les moins avancés quand ils s'emploieraient à donner suite à leur évaluation des besoins. En ce qui concerne le premier poste du budget relatif à la participation des représentants de pays les moins avancés, l'intervenant a demandé s'il serait possible de ne pas appliquer la retenue de 13 pour cent pour frais généraux aux 1,2 million de francs suisses prévus pour les frais de voyage et d'hébergement des fonctionnaires des pays les moins avancés; cela laisserait 200 000 francs suisses qui pourraient être utilisés après la Réunion de haut niveau pour des évaluations supplémentaires des besoins.

60. Le représentant du Népal a remercié la Présidente pour les efforts qu'elle déployait dans la préparation de la Réunion de haut niveau. Il a également exprimé les remerciements de sa délégation aux secrétariats des trois organisations ayant leur siège à Genève pour la conscience professionnelle dont ils faisaient preuve dans la préparation de la réunion et en particulier dans la préparation des projets de documents d'information distribués. Tous les pays attachaient une grande importance à la prochaine Réunion de haut niveau. La délégation népalaise se félicitait en particulier du fait que l'avis des pays les moins avancés ait été demandé pour fixer l'ordre du jour, ainsi que des contributions financières généreuses versées par différents pays afin que la Réunion puisse se tenir.

61. Son gouvernement avait été très satisfait de recevoir du Directeur général de l'OMC la lettre d'invitation à participer à la Réunion de haut niveau ainsi que la liste de questions pour l'évaluation des besoins de coopération technique liée au commerce. Il avait déjà répondu affirmativement à la

lettre d'invitation et un comité au sein de la division de l'OMC du Ministère du commerce avait déjà commencé à remplir le questionnaire d'évaluation des besoins. Sa délégation avait fait savoir au Secrétariat de l'OMC qu'une aide serait demandée pour mener à bien l'évaluation des besoins si cela s'avérait nécessaire. Pour ce qui est des questions d'organisation, elle aurait aimé que la réunion préparatoire soit une réunion conjointe, comme prévu, mais elle ne doutait pas que les consultations de la Présidente permettraient de tenir dans un proche avenir une réunion conjointe avec tous les organisateurs. Elle pensait, comme le représentant de la Suisse, que le CCI devait être l'un des principaux protagonistes.

62. En ce qui concerne les thèmes et l'ordre du jour, l'intervenant souscrivait à l'avis d'intervenants précédents, dont notamment le représentant du Bangladesh, qui avait parlé au nom des pays les moins avancés. Les problèmes des pays les moins avancés et les préoccupations exprimées dans la Déclaration ministérielle de Singapour fournissaient des orientations claires pour les délibérations de la Réunion de haut niveau. L'amélioration de l'accès aux marchés, les infrastructures, l'investissement et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, en tant que principaux facteurs de développement de la capacité d'offre, ainsi qu'un ensemble intégré de mesures d'assistance technique, constituaient les principaux instruments permettant de donner un contenu concret au Plan d'action de l'OMC en faveur des pays les moins avancés. A propos du document provisoire relatif à la structure proposée pour la Réunion de haut niveau, distribué pendant la réunion, la délégation népalaise suggérait d'inverser l'ordre des thèmes, car elle estimait que les mesures visant à remédier aux problèmes structurels qui empêchaient les PMA de fonctionner comme des nations viables au plan commercial et donc de tirer pleinement parti des possibilités offertes par le Cycle d'Uruguay, constituaient le thème fondamental de la Réunion de haut niveau. Dans ce sens, l'assistance aux pays en cours d'accession à l'OMC serait un élément important de la mise en oeuvre du Plan d'action en faveur des pays les moins avancés.

63. Le lien entre les questions thématiques et les tables rondes par pays était important. Conformément à la Déclaration ministérielle de Singapour, la Réunion de haut niveau devrait avoir pour objectif fondamental d'inverser la tendance à la marginalisation des pays les moins avancés dans le commerce international, et tous les PMA qui se présenteraient en étant suffisamment préparés devraient avoir la possibilité de faire l'objet d'une table ronde par pays. Par ailleurs, l'ensemble des mesures d'assistance convenues en octobre devrait avoir un caractère général et exhaustif, donnant à tous les PMA intéressés la possibilité d'en tirer parti sauf si, pour diverses raisons, ils n'avaient pas une capacité d'absorption suffisante. Un dispositif permettant d'assurer le suivi des divers accords conclus en octobre et de leur application était un autre point important, de même qu'un calendrier pour les PMA qui, pour diverses raisons, ne pourraient pas participer aux tables rondes par pays en octobre.

64. Le représentant de Haïti a remercié la Présidente et l'a félicitée pour le dynamisme et le discernement dont elle faisait preuve dans l'organisation de la réunion. Il espérait que les problèmes qui étaient apparus seraient résolus d'ici octobre. La Réunion de haut niveau devrait permettre à l'OMC, en coopération avec la CNUCED et le CCI, d'aider les pays les moins avancés à améliorer leurs possibilités commerciales, mais il a dit que, d'après les débats, l'accent semblait être mis sur les exportations, tandis que les importations n'avaient guère retenu l'attention. A cet égard, il approuvait la déclaration faite par l'Ambassadeur du Bangladesh au nom des pays les moins avancés à propos du rôle important que devait jouer la Réunion de haut niveau en aidant ces pays à évaluer les efforts déployés par diverses organisations pour renforcer non seulement les ressources humaines mais aussi les infrastructures. Tout ce qui pouvait faciliter les échanges dans les deux directions devait être pris en considération. Les pays qui ne pouvaient pas exporter ne devaient pas être marginalisés dans les débats.

65. La délégation de Haïti était préoccupée par la formule proposée pour les tables rondes, et concrètement par le fait que, si leur nombre devait être strictement limité et si la participation à chaque table ronde devait être elle aussi limitée, il serait très difficile aux nombreuses personnes présentes

à la Réunion de haut niveau de toutes participer à une table ronde. L'intervenant a demandé des précisions sur ce point. Pour ce qui est de la participation du secteur privé, les pays les moins avancés ne pouvaient pas se permettre le luxe d'une distinction entre secteurs privé et public; son pays s'apprêtait à constituer une délégation intégrée. Il devait y avoir des représentants du secteur privé de pays développés et en développement, de manière à ce que les représentants du secteur privé intégrés dans les délégations des pays les moins avancés puissent rencontrer leurs homologues des pays développés. L'examen des thèmes dans le cadre des tables rondes par pays pourrait permettre de former des groupes plus réduits débattant des mêmes thèmes. Etant donné que les deux types de tables rondes étaient liés, les résultats seraient communiqués aux pays les moins avancés. La délégation haïtienne soutenait l'idée d'avoir des tables rondes thématiques en même temps que les tables rondes par pays.

66. Le représentant du Japon a exprimé sa satisfaction au sujet des efforts déployés jusqu'ici. En ce qui concerne l'ordre du jour et la structure de la Réunion, sa délégation pouvait appuyer les propositions faites. Pour ce qui est de l'ordre des sujets à traiter, elle était ouverte à d'autres propositions. Il lui paraissait utile d'avoir des tables rondes thématiques distinctes des tables rondes par pays. L'accent devait être mis sur le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, qui était également le domaine dans lequel son gouvernement pouvait apporter la contribution la plus intéressante. De nombreuses délégations avaient insisté sur la nécessité d'obtenir des résultats concrets lors de la Réunion de haut niveau. Sa délégation approuvait entièrement ce point de vue et tenait à rappeler que l'un des résultats de la Réunion devrait être de mettre sur pied un mécanisme de coordination entre différentes organisations internationales s'occupant d'assistance technique.

67. Le représentant de l'Afrique du Sud s'est associé au représentant suisse pour demander aux délégations de ne pas trop dramatiser les problèmes d'organisation qui s'étaient posés pour cette réunion. Ce que les ministres avaient en vue à Singapour avec l'initiative de la Réunion de haut niveau était de faire le meilleur usage possible des ressources et des compétences respectives des diverses organisations. Ce devait être l'objectif. La Réunion de haut niveau était importante pour sa délégation, car elle représentait un pays situé dans la région comptant le plus de pays les moins avancés. Son pays était en train d'élaborer des accords commerciaux régionaux dans le cadre de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC), dont six membres étaient des PMA. Etant le poids lourd économique de la région, l'Afrique du Sud était consciente de ses responsabilités dans la réalisation des objectifs de la SADC concernant l'expansion des échanges et le développement équilibré de la région. La Réunion de haut niveau était importante en ce sens qu'elle pouvait appuyer cette action. Sa délégation souhaitait donc, comme les autres, que cette réunion ait une issue concrète. Il était nécessaire d'arriver à un équilibre dans la sélection des pays les moins avancés en vue des tables rondes par pays. Ainsi que l'avait dit le représentant de la Zambie, un certain nombre de programmes intéressants des PMA étaient en cours actuellement. Les pays les moins avancés qui n'avaient pas eu la chance d'être sélectionnés pour ces programmes pourraient être pris en considération en vue de la sélection pour les tables rondes par pays. Ainsi que l'avait dit le représentant de l'Egypte, un dispositif permettant d'assurer un suivi approprié était nécessaire. La Réunion de haut niveau ne devait pas être une initiative sans suite. Un mécanisme de suivi était donc indispensable pour assurer que la coordination interinstitutions mobilisée pour la préparation de la Réunion se poursuive.

68. Le représentant du CCI a tenu à rassurer toutes les délégations: le CCI était très engagé dans le processus de préparation de la Réunion de haut niveau. Cependant, il ne se voyait pas occuper le siège du conducteur évoqué par l'Ambassadeur suisse, mais plutôt participer en tant que "mécanicien" ou "technicien". Il espérait que la proposition de la SFI et du CCI d'inviter six hommes d'affaires éminents, outre les participants du secteur privé qui pourraient faire partie de délégations nationales, pourrait être approuvée. Il s'agissait de faire participer ces six hommes d'affaires éminents, venus de PMA comme de pays industrialisés et ayant une hauteur de vues dépassant les frontières de leur pays, à la fois aux tables rondes par pays et aux tables rondes thématiques.



69. La Présidente a souligné le rôle important que jouait le CCI. Elle a proposé que le Sous-Comité prenne un certain nombre de décisions liées à la préparation de la Réunion de haut niveau, qui devraient être confirmées par l'organe compétent de la CNUCED. Elle a proposé:

- d'adopter l'ordre du jour et la structure proposés pour la Réunion de haut niveau (voir Appendice), l'ordre des thèmes A et B étant inversé et l'examen des résultats des tables rondes par pays venant avant l'adoption du cadre intégré par la Réunion de haut niveau. De nouvelles consultations auraient lieu pour sélectionner les thèmes des tables rondes thématiques, avec un apport des organisations intergouvernementales concernées;
- qu'il n'y ait pas de discours en plénière;
- d'adopter les critères à employer pour choisir les PMA qui feraient l'objet d'une table ronde par pays, toutes les organisations intergouvernementales concernées étant convenues qu'une table ronde serait immédiatement organisée pour tout PMA qui le souhaiterait ultérieurement et qui aurait achevé l'évaluation de ses besoins;
- que des hommes d'affaires éminents seraient invités à la Réunion de haut niveau, selon la proposition du CCI et de la SFI;
- que tous les membres de toutes les organisations intergouvernementales concernées puissent participer à la Réunion de haut niveau, une question mineure relative à la participation des gouvernements restant à résoudre moyennant de nouvelles consultations;
- que le statut d'observateur serait accordé aux organisations intergouvernementales accréditées auprès de l'OMC et de la CNUCED;
- que la "formule de Singapour" de l'OMC serait employée pour sélectionner et inviter les ONG qui participeraient à la Réunion (sans pouvoir y prendre la parole). Les organisations intergouvernementales concernées devaient encore mettre au point la structure du colloque d'ONG. Le Sous-Comité avait souligné l'importance de la participation de représentants d'ONG des PMA au colloque et à la Réunion.

70. Le Sous-Comité en a ainsi décidé.

71. La Présidente a ajouté que de nombreuses délégations avaient exprimé le souhait que le processus de préparation de la Réunion de haut niveau soit mené conjointement par les organisations intergouvernementales concernées. Elle a dit que de nouvelles consultations seraient organisées pour choisir le Président et les autres responsables de la Réunion de haut niveau, pour peaufiner les thèmes des tables rondes thématiques, et pour déterminer si des gouvernements ayant qualité d'observateurs auprès de n'importe laquelle des organisations intergouvernementales concernées pourraient figurer parmi les gouvernements participant à la Réunion. Un débat important était nécessaire pour préparer le document sur le cadre intégré et à cet égard, elle a rappelé la déclaration de la délégation égyptienne. Elle a invité les secrétariats à conjuguer leurs efforts pour proposer des idées que les délégations examineraient, concernant par exemple un processus de suivi au titre du cadre intégré et des activités complémentaires. Pour ce qui est de la proposition de la délégation de l'Egypte de fixer un calendrier précis, elle était d'avis que si le processus était vraiment fondé sur la demande et suscitait une forte identification des bénéficiaires, un tel calendrier ne serait pas nécessaire. Il était possible que, du fait de l'impulsion politique imprimée par la Réunion, plusieurs tables rondes puissent se tenir en novembre pour des PMA qui auraient manqué l'échéance d'octobre. En conclusion, une table ronde devrait être organisée dès qu'un PMA le souhaiterait et serait à même de mener à bien une évaluation bien

circonscrite de ses besoins. Les observations sur les autres documents d'information pouvaient être transmises directement au Secrétariat de l'OMC.

72. La Présidente a invité l'Ambassadeur de Tunisie, Président du Comité du budget de l'OMC, à formuler des observations sur les questions soulevées par les délégations, en particulier s'agissant de savoir si la Réunion de haut niveau devrait être financée uniquement avec des ressources extrabudgétaires ou s'il serait possible que l'OMC assure une certaine prise en charge financière, et s'il serait nécessaire de prélever une redevance pour frais généraux sur le poste du budget relatif aux dépenses de transport et d'hébergement des fonctionnaires des pays les moins avancés.

73. Le Président du Comité du budget de l'OMC a dit qu'il avait pris note de toutes les observations formulées. Le budget de la Réunion de haut niveau n'était qu'une proposition estimative du Secrétariat de l'OMC. Les dépenses relatives à la Réunion n'étaient pas actuellement inscrites au budget ordinaire de l'OMC, et n'avaient par ailleurs jamais été examinées par le Comité du budget. Il ferait tout son possible pour assurer une contribution de l'OMC.

APPENDICE

25.6.97

**REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES MESURES INTEGREES  
EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE  
DES PAYS LES MOINS AVANCES**

ORDRE DU JOUR ET STRUCTURE PROPOSEES

N.B.: VU LA BRIEVETE DE LA REUNION ET LA NECESSITE D'OBTENIR DES RESULTATS CONCRETS DANS PLUSIEURS DOMAINES, IL N'EST PAS PREVU DE DISCOURS EN PLENIERE. LORSQU'ELLES INTERVIENDRONT SUR UN POINT PRECIS DE L'ORDRE DU JOUR OU AU COURS DES TABLES RONDES, LES DELEGATIONS DES GOUVERNEMENTS SERONT INVITEES A ETRE CONCISES ET A S'EN TENIR AUX POINTS TRAITES AFIN QUE LES TRAVAUX PUISSENT ETRE MENES A BIEN RAPIDEMENT.

LUNDI 27 OCTOBRE

Séance I (9 heures - 13 heures)

Séance II (15 heures - 18 heures)

Points 1, 2 et 3 de l'ordre du jour

Ouverture de la réunion; élection du bureau; adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.

Point 4 a) de l'ordre du jour

Mesures visant à améliorer l'accès aux marchés pour les pays les moins avancés et à diversifier leur production destinée à l'exportation. Ce point de l'ordre du jour offrirait aux Membres de l'OMC une occasion d'élargir, de façon autonome, l'accès des exportations des pays les moins avancés à leur marché.

**Séances parallèles**

Tables rondes par pays

Pays A,  
suivi par  
Pays B,  
suivi par  
Pays C

Tables rondes thématiques

*Thème A*  
"Développer la capacité d'échanges des PMA"

L'objectif de la discussion sera de définir les mesures que les pays les moins avancés pourraient prendre, individuellement et aux niveaux régional et sous-régional, et celles que les institutions pourraient prendre pour résoudre les problèmes de production qui font obstacle à une participation accrue des pays les moins avancés au commerce international et au système commercial multilatéral, notamment en réformant les politiques commerciales et liées au commerce, en renforçant les capacités et en améliorant les infrastructures.

MARDI 28 OCTOBRE

Séance III (9 heures - 13 heures)

Séance IV (15 heures - 18 heures)

**Séances parallèles**

Tables rondes par pays

Pays D,  
suivi par  
Pays E,  
suivi par  
Pays F

Tables rondes thématiques

*Thème B*

"Encourager l'investissement dans les PMA"

L'objectif de la discussion sera de définir les mesures que les pays les moins avancés pourraient prendre, individuellement et aux niveaux régional et sous-régional, et celles que les institutions pourraient prendre pour promouvoir l'investissement intérieur privé et l'investissement étranger direct dans les secteurs des biens et des services marchands.

Point 4 b) de l'ordre du jour

Résultats des tables rondes par pays

Cadre intégré pour l'assistance technique, y compris le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, en vue d'aider les pays les moins avancés dans leurs activités commerciales et liées au commerce, pour l'exécution de programmes avec différents PMA et pour le suivi et l'évaluation de ces programmes.

Décision envisagée: Adoption par la réunion du cadre intégré pour l'assistance technique

Point 5 de l'ordre du jour

Résultats des tables rondes thématiques

Décision envisagée: Adoption du rapport de la réunion

Point 6 de l'ordre du jour

Autres questions